



COMMUNIQUE DE PRESSE

Mois de Mars, Mois de carnage au Nord Kivu

Introduction

Le processus démocratique déclenché en RDC en 2006 par les élections présidentielles et législatives nationales et provinciales ont constitué un pas important vers la paix et le développement du pays. Ces élections sont venues après plusieurs décennies de guerre ayant conduit à la commission des crimes les plus odieux à savoir les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, etc.

Après ces élections et l'installation des institutions démocratiquement élues, la situation ne s'est guère améliorée sur le plan sécuritaire, surtout dans les Provinces de l'Est notamment au Nord et au Sud-Kivu.

En effet, plusieurs groupes et forces armés ont été responsables des plusieurs violations des droits humains et du droit international humanitaire. Ces violations ont poussé des milliers des personnes à se déplacer de leurs villages pour des sites jugés plus sécurés.

Le développement politique actuel, avec notamment l'acceptation par les principaux groupes armés dynamiques au Nord et au Sud Kivu, de cesser les hostilités et intégrer les forces armées de la RDC ainsi que les opérations effectuées par les armées Rwandaises et Congolaises contre les Forces Démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), ont constitué pour la plupart un ouf de soulagement pour les populations meurtries depuis plusieurs années. Les gens ont cru que cette fois ci s'était la bonne et que la paix allait s'installer sur toute l'étendue de la province.

ADECOP asbl

E-mail : contact@adecop.kabissa.org

Tél.: 00243 995 650 977

ASSODIP asbl

E-mail: assodipkivu@yahoo.fr

Tél.: 00243 997 250 214

Cet espoir, semble malheureusement éphémère, comme le démontrent les différentes violations des droits humains commises ces dernières semaines par les FDLR, les FARDC et les autres groupes armés.

Etat de la situation actuelle

Il sied de noter que les populations du Nord-Kivu continuent à payer le lourd tribut de la présence des Forces Démocratiques pour la libération du Rwanda et le dynamisme d'autres groupes locaux.

Lorsque l'on a annoncé la fin de la guerre, les populations déplacées commençaient déjà à retourner dans leurs villages, car espéraient-elles que la guerre allait se conjuguer désormais au passé. Les discours qu'on a entendus ont fait croire que la guerre était finie. Loin de là !!!

Le tableau (non exhaustif) ci-après en démontre le contraire.

- En date du 2 mars, Monsieur MAKOMBE, notable du Territoire de Nyiragongo, a été tué par balle dans son village Kibumba par des personnes soupçonnées être des FDLR.
- En date du 9 mars 2009, le Pasteur Bosco NDABU a été tué à Bukombo par les éléments FDLR opérant dans la région. Bukombo est une localité située entre Masisi-Centre et Nyabiondo.
- Au même mois de mars, un véhicule de l'ONG internationale Médecins sans Frontières Hollande a été la cible d'une attaque à Misinga, village situé à plus ou moins trois kilomètres de Kalembe. Cette attaque a entraîné la suspension de activités de cette ONG dans cette partie du territoire de Masisi.

Dans le même territoire de Masisi, Chefferie des Bahunde, des milliers de personnes ont fui leurs localités dans le Groupement UFAMANDU. Ces personnes sont installées à Minova au Sud-Kivu. Elles craignent les

représailles dont elles sont victimes de la part des FRDLR qui cherchent à occuper les villages jadis sous leur contrôle en les accusent d'avoir collaborer avec les forces armées Rwandaises qui étaient en campagne au Nord-Kivu.

En territoire de Walikale au Nord-Kivu, l'axe Walikale-Kibuwa-Masisi est devenu infréquentable en raison des tueries qui y sont enregistrées au quotidien. Il en est de même de l'axe Walikale-Itebero-Hombo vers Bukavu. Sur ces axes, les FDLR s'attaquent de plus en plus aux populations civiles. La conséquence immédiate est le déplacement de plusieurs personnes vers le Chef lieu du Territoire.

Pour la Ville de Goma, les tueries sont devenues monnaies courantes au cours de ce mois de mars.

- En date du 13 mars 2009, Monsieur AMZA KANANE, chargé de mission du Vice Gouverneur Feller LUTAICHIRWA a été tué par des hommes armés au Quartier Katindo Carmel vers 21 heures. Son jeune frère, YASSIN KANANE, qui était avec lui à bord de sa voiture a lui, été grièvement blessé. Des informations à notre possession, les assassins étaient sur une moto et ont tiré sur les victimes qui occupaient le véhicule.
- Toujours à Goma, le nommé BYAMUNGU, la vingtaine et élève de sixième année secondaire à l'institut GILGALI, a été tué par un militaire des FARDC vers 21 heures aux alentours de son domicile.

Bref, la situation des droits de l'homme ne cesse de s'empirer au Nord-Kivu. Ces violations ont atteints leur point culminant en ce mois de mars.

Les raisons de cette situation

A notre humble avis, les raisons de cet état des choses sont nombreuses. Nous pouvons citer par exemple :

- Les opérations menées par les forces conjointes – Armées Rwandaises et Forces armées de la République démocratique du Congo- n’ont par réussi à anéantir les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda, en démontre leur activisme généralisé dans toute la région ;
- La circulation incontrôlée des militaires avec armes à la main serait à la base de tueries quotidiennes dans la ville de Goma et ailleurs ;
- Le non paiement d’un salaire décent aux militaires des FARDC ;

A cet effet, les organisations non gouvernementales ASSODIP et ADECOP formulent les recommandations suivantes :

A. Au Gouvernement de la RDC

1. Le cantonnement de tous les militaires dans des camps en dehors des villes ;
2. De diligenter une enquête indépendante pour appréhender les auteurs des tueries dans la ville de Goma ;
3. Déployer des militaires disciplinés et bien payés dans les agglomérations rurales victimes des incursions des FDLR ;
4. Mener une opération d’identification de tous les motards qui opèrent la nuit dans la Ville de Goma ;

B. A la Communauté internationale

1. De faire tout ce qui est à son pouvoir pour mettre fin à la présence des FDLR au Nord-Kivu ;
2. D’apporter l’assistance nécessaire aux populations déplacées du Nord-Kivu ;

3. D'accompagner le Gouvernement dans le processus de sécurisation des populations.

Fait à Goma, le 19 mars 2009

Pour ASSODIP

Janvier MURAIRI

Pour ADECOP

Guelord MBAENDA